

# Des nouvelles de notre engagement solidaire en Ouganda Lettre circulaire n°4 – août 2021

Chères familles, chers amis, proches et intéressés,

Bien quelques mois se sont écoulés depuis notre dernière lettre circulaire! Le temps file à une vitesse folle! Depuis ce moment-là, pas mal de choses se sont passées. Rémi a pu prendre ses marques et s'intégrer au sein de son équipe. Basé sur l'article qu'il a écrit pour le journal « Point d'? » d'Eirene Suisse, il vous décrit ses ressentis par rapport à son affectation en Ouganda. Alice, quant à elle, a pu avancer dans l'organisation et le nettoyage des données ainsi que dans leur analyse. En mai, elle organisait des workshops sur le terrain afin d'échanger sur le nouvel outil de dépistage des victimes de violence. Nous vous laissons découvrir tout cela dans les sections qui suivent. Bonne lecture!

# Attentes et réalités d'un engagement solidaire *Rédigé en avril 2021*

Concerne le **projet de Rémi**: Dans une conception très suisse des choses (ou du moins la mienne), j'avais principalement orienté ma préparation et mes réflexions d'avant départ autour du travail et des activités qui étaient décrites dans le cadre logique de mon affectation. Six mois plus tard, je constate que ma routine est bien différente de mes projections helvétiques et que mon cahier des charges est en constante adaptation.

Les tâches mentionnées dans le cadre logique du projet mettent, en pratique, bien plus de temps à s'implémenter que ce que je pensais en lisant ce dernier avant mon départ. La mise en place des activités nécessite un travail de collaboration avec plusieurs personnes et ne se fait donc pas en un claquement de doigt. La première activité de mon engagement consiste à réaliser une évaluation des groupes de soutien enregistrés auprès de Refugee Law Project (RLP). Concrètement, il s'agit de développer un questionnaire utilisé lors de discussions avec les membres et leaders des groupes de soutien. Le but est d'identifier de potentielles lacunes dans la gestion et la gouvernance des groupes de soutien et ainsi développer un plan d'amélioration. Je pensais qu'en un mois j'allais pouvoir réaliser cette évaluation et ainsi commencer les formations début 2021. Résultat, six mois après mon arrivée,

je débute maintenant les discussions avec les groupes de soutien.



Rémi devant son bureau en mars 2021.

Le risque en se projetant depuis la Suisse est de figer ses attentes par rapport à son engagement. En conséquence, la différence entre les attentes et les réalités du terrain peut faire naître des frustrations.

En revanche, j'ai par conséquent eu davantage l'occasion de soutenir et de m'investir dans les



activités de mon équipe. Par exemple, j'ai été impliqué dans l'organisation de sessions de sensibilisation au Covid-19 dans certaines communautés vulnérables à Kampala, dans des discussions sur la protection des enfants avec différents leaders de ces communautés ou encore dans un séminaire sur l'impact psychosocial du Covid-19 chez les jeunes. Se familiariser avec les dynamiques complexes et multiples communautés de migrants forcés est un long processus. Participer aux activités de mon équipe m'a permis d'entamer ce processus et de m'armer de connaissances et de ressources qui me sont désormais très utiles lors de mes discussions avec les clients.

La gestion des attentes des clients est notamment clé. En effet, lors de mes interactions avec les migrants forcés, les sujets de moyens de subsistance et de resettlement (en français : réinstallation de réfugiés dans un pays tiers) sont presque toujours abordés. Par notre couleur de peau, certains clients pensent que nous avons le pouvoir d'influencer les décisions de l'UNHCR ou de l'Organisation internationale pour migrations (en charge de la réinstallation dans les pays tiers) et les ambassades ou de trouver rapidement des fonds pour venir en aide à leurs associations/groupes de soutien. Pas facile de devoir les regarder droits dans les yeux et leur annoncer ne pas pouvoir les aider autrement que par mon temps.



Réunion avec l'association des réfugiés en situation de handicap en avril 2021.



Entretien avec une membre de l'association des femmes réfugiées en Ouganda en mai 2021.

Sur le plan personnel, j'apprends aussi à accepter que tout ne se passe pas toujours comme prévu et selon ma seule volonté. C'est d'ailleurs aussi très certainement ce qui fait la beauté de ce genre d'engagement : apprendre à être flexible et se laisser porter par les évènements. C'est peut-être parce que tout ne se passe pas toujours comme on le planifie qu'un engagement solidaire s'avère aussi enrichissant et qu'il impose un nourrissant processus d'humilité!

# Le screening, c'est quoi?

Rédigé en juillet 2021

Afin de vous permettre de mieux comprendre le **projet d'Alice**, nous allons vous expliquer ce qu'est le *screening* chez RLP, pourquoi il a été mis en place et à quoi il sert.

RLP a vu le jour le 15 novembre 1999 avec comme mission d'apporter une aide juridique gratuite aux demandeurs d'asile et réfugiés en Ouganda dont les droits n'étaient pas respectés. Malgré la solide réputation de l'Ouganda en matière d'octroi de



l'asile aux réfugiés, ces derniers ne jouissent pas toujours de leurs droits<sup>1</sup>. De plus, ils ne les connaissent pas forcément.

Comme les questions juridiques des clients s'avéraient souvent être les symptômes de problèmes plus profonds causés notamment par des violences psychologiques, physiques ou sexuelles durant les conflits, la fuite ou en Ouganda, RLP a élargi ses services. Pour accompagner l'offre de soutien légal, des conseillers psychosociaux ont rejoint l'organisation jusqu'alors composée uniquement de juristes (à noter: c'était le début du programme « santé mentale et bien-être psychosocial » que Rémi a rejoint).

RLP s'est alors rendu compte que beaucoup des problèmes de leurs clients découlaient des violences qu'ils avaient subies. Par exemple, des clients se plaignaient de violences au sein du foyer. On remarquait que ces violences avaient commencé à la suite de la torture sexuelle que certains membres de la famille avaient vécue. Certains clients voyaient leur mariage dépérir car ils n'arrivaient pas à avoir d'enfant, l'un n'arrivait par exemple plus à avoir d'érection à la suite d'actes de torture sur ses parties génitales. Ou alors, les traumas étaient tels qu'une personne auparavant sexuellement active avait totalement perdu l'intérêt dans l'acte sexuel. D'autres racontaient que leurs femmes ou maris les avaient quittés par honte de ce que leur partenaire avait subi. Dans certains cas, les clients se plaignaient de leurs enfants qui ne les respectaient plus après qu'ils avaient vu leurs parents être victimes de violence sexuelle.

Parfois, des clients hommes racontaient qu'ils se retrouvaient tout seuls, leur femme et les enfants étant partis après qu'ils leur avaient raconté ce qui leur était arrivé. En creusant, on comprenait qu'à la suite des violences sexuelles qu'ils avaient endurées, ils souffraient trop physiquement pour pouvoir travailler. Dans un contexte où c'est l'homme qui doit subvenir aux besoins de la famille, ils devenaient alors « inutiles » et leurs femmes se voyaient contraintes de partir chercher de nouveaux maris disposés à subvenir aux besoins de la famille. Dans tous ces exemples, on voit que les violences sexuelles ont un impact sur l'entier du foyer, que ce soit le fait d'avoir expérimenté soi-même des violences ou d'avoir vu quelqu'un d'autre en être victime.

Afin d'illustrer ces propos, nous vous proposons de visionner le poignant mini film « Capitaine Abigail » (15 minutes) développé par RLP en cliquant sur le lien suivant: https://bit.ly/2WJ6871. Un survivant de violences explique comment il a été capturé par des soldats gouvernement du congolais et abusé sexuellement par une capitaine de l'armée. Il témoigne des conséquences sur sa santé physique et mentale.

Parler de violence sexuelle est très difficile car en être victime est un sujet tabou. Comme la violence sexuelle ou basée sur le genre est en général assimilée au genre féminin, il est aussi très difficile pour les hommes de révéler avoir subi ce genre de violences. En plus de la gêne, le contexte ougandais fait qu'une victime homme de violence sexuelle sera potentiellement perçue comme une personne homosexuelle alors que l'homosexualité est passible de prison à vie en Ouganda. De plus, comme les violences sexuelles contre les hommes sont méconnues, les victimes craignent de ne pas être crues.

Pour combler ces lacunes, RLP a délibérément fourni des efforts pour permettre aux individus de s'ouvrir sur les violences sexuelles (avec un effort particulier sur les hommes). Par exemple, les

régional). Au niveau du droit national, l'Ouganda avait hérité du <u>Control of Alien Refugees Act</u> institué par les Britanniques en 1960, et l'a remplacé par le <u>Refugee Act</u> en 2006 accompagné des <u>Refugee Regulations</u> en 2010.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> L'Ouganda a ratifié la <u>Convention de 1951 relative au statut des</u> <u>réfugiés et le Protocole de 1967</u> en 1976 (droit international) ainsi que la <u>Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique</u> de 1969 en 1987 (droit



posters affichés dans les zones d'installation de réfugiés et dans les bureaux ont été modifiés afin qu'ils soient plus inclusifs (voir l'illustration cidessous). De plus, les groupes de soutien ont été encouragés (à noter : ce sont les groupes avec lesquels travaille Rémi). Un des tout premiers groupes de soutien qui a été créé en collaboration avec RLP s'appelle *Men of Hope*. Il s'agit d'un groupe qui rassemble des survivants masculins de violences sexuelles.



© Refugee Law Project.

Une université américaine pratiquait du screening pour les femmes et filles qui avaient vécu des violences sexuelles en Somalie. C'est-à-dire qu'elle interviewait ces femmes et filles à l'aide d'un questionnaire et essayait de comprendre ce qui leur était arrivé. Comme RLP publiait énormément d'articles pour documenter et dénoncer les violences sexuelles envers les hommes, l'université en question a contacté l'organisation en 2012 pour lui proposer d'implémenter ce même questionnaire mais axé sur les hommes en Ouganda. Il s'agissait de

quelques questions uniquement. Il y a cette idée dans l'humanitaire qu'il ne faut pas trop questionner les clients pour ne pas les « retraumatiser ».

Le programme « genre et sexualité » de RLP voit alors le jour. C'est le tout début du *screening* au sein de l'organisation. Les interviews se faisaient principalement dans les *refugee settlements* de Rwamwanja et Nakivale dans l'ouest du pays. Les réponses étaient récoltées à la main sur papier.

Dans une majeure partie des cas, les clients mentionnaient des besoins médicaux lors de ces interviews. À la suite des violences qu'ils avaient subies, ils n'avaient jamais pu recevoir de traitements. Avec la honte qui accompagne souvent les victimes de violences sexuelles, même si elles avaient eu la chance de voir un docteur au sein du *settlement*, elles se plaignaient par exemple uniquement de douleurs abdominales et recevaient une prescription pour des *Panadol* alors qu'elles avaient potentiellement besoin d'une reconstruction de leurs parties génitales.

Suivant le principe qu'il ne faut pas rouvrir une plaie si on n'a pas de bandage, RLP a cherché à offrir des services pour répondre aux besoins que formulaient les clients lors des *screenings*. Un partenariat avec des cliniques médicales et des fonds ont été trouvés pour que les clients puissent recevoir des soins médicaux après avoir été identifiés par les chargés de *screening* de RLP.

En 2014, les activités de RLP ont été suspendues pendant quasiment une année. Cette suspension imposée par le gouvernement a été mise en place peu après l'adoption de l'affligeante loi contre l'homosexualité<sup>2</sup> qui prévoyait la peine de mort pour l'homosexualité. Le gouvernement a utilisé la législation nouvellement adoptée pour accuser RLP d'encourager les relations homosexuelles et

occidentaux, il semblerait que ce soit à la suite de l'immense pression internationale qu'elle fut invalidée.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> La loi contre l'homosexualité (*The Anti-Homosexuality Act, 2014*) fut adoptée en février 2014. Elle fut par la suite rendue invalide pour des raisons de procédure. Surnommée « Kill the Gays bill » (en français : « Projet de loi : tuer les gays ») dans les médias



l'empêcher de fonctionner. Durant cette période, l'organisation n'a pu fournir aucun service direct aux migrants forcés. Elle s'est efforcée de continuer ses actions de plaidoyer mais son travail s'est vu sévèrement limité.

En 2016/2017, RLP commençait un nouveau projet de *screening* grâce à un nouveau financement. Le projet avait pour but de *screener* des réfugiés sud-soudanais dans le nord de l'Ouganda. Cette fois, les données étaient récoltées directement de manière électronique sur des tablettes afin d'éviter le travail de saisie de données *a posteriori*.

RLP avait constaté que le format d'entretien proposé par l'université américaine avec une durée limitée et un nombre réduit de questions ne convenait pas. Les clients s'ouvraient au dialogue seulement quand on leur posait plus de questions et qu'on prenait le temps d'écouter l'entier de leur histoire. En réponse à ce constat, RLP a instauré un nouveau système de questions beaucoup plus précises, allant ainsi à contrecourant de l'idée qu'il ne faut pas se risquer à « retraumatiser » les clients. Dans le nouveau questionnaire (screening tool), on demandait plus de détails sur les actes de violence, quand et où ils avaient eu lieu, qui étaient les perpétrateurs, etc. Cette approche semble être appréciée par les clients. À la fin de l'entretien, beaucoup disent que c'était la première fois qu'autant de temps leur était accordé, qu'ils se sont sentis écoutés et sont maintenant soulagés d'avoir pu déposer leur histoire.

De plus, le nom de l'activité a dû être adapté. En effet, quand les mobilisateurs allaient dans les communautés pour informer les populations qu'elles pouvaient venir se faire *screener* par RLP, elles parlaient d'expériences de violences. Comme le terme violence était interprété dans les populations sud-soudanaises comme « viol », elles étaient réticentes à approcher RLP car elles craignaient d'être ensuite stigmatisées au sein de leurs communautés. Ainsi, les « mobilisateurs »

Les trois photos ci-dessous ont été prises en mai 2021 dans le refugee settlement de Maaji qui se situe dans le nord-ouest du pays.



Entrée dans le refugee settlement.



Le marché du mardi.



Un des points d'eau du settlement. Les emblématiques « jerrican » jaunes que l'on voit partout en Ouganda.



ont été invités à mobiliser les personnes qui avaient subi des préjudices liés à la guerre. Grâce à ce terme plus général, le nombre de personnes qui venaient pour se faire *screener* a augmenté.

En théorie, le *screening* est seulement la première étape de l'approche systématique développée par RLP. Une fois que les besoins des clients ont été identifiés, ces derniers sont dirigés vers les services qui leur proposeront une aide ciblée (p. ex. soins médicaux, assistance psychosociale, soutien juridique, cours d'anglais). Il peut s'agir de services internes à RLP ou d'organisations externes. Après avoir reçu l'assistance nécessaire, ils reviennent chez RLP et déposent leur témoignage en décrivant en détail l'entier de leur histoire. Dans la pratique, tout ne se passe pas toujours comme prévu.

Néanmoins, l'approche systématique de RLP semble aller dans la bonne direction pour réduire la sous-déclaration des expériences de violence sexuelle dans les situations de conflits. Cette approche permet de mieux comprendre et démontrer non seulement le contexte dans lequel ont lieu les violences sexuelles mais aussi les logiques (p. ex. pour quelles raisons les victimes pensent-elles que les perpétrateurs ont recours à la violence sexuelle), les formes de violence et les conséquences qui en découlent. Ceci contribue à développer les connaissances sur les violences sexuelles en se basant sur des faits plutôt que sur des hypothèses.

D'une part, l'approche systématique permet aux collaborateurs de RLP d'obtenir plus d'informations pour identifier et potentiellement répondre aux besoins des survivants de violence en proposant les services qui pourraient leur correspondre. En effet, connaître les schémas de violence aide à pouvoir formuler et mettre en œuvre des programmes de réponse fondés et les plus adéquats possibles. D'autre part, les statistiques issues des données collectées rendent possible un plaidoyer fondé sur des évidences concrètes.

# Projet et workshops sur le terrain

Rédigé en juillet 2021

Concerne le **projet d'Alice**: En un peu plus de deux ans d'utilisation du *screening tool* (de 2017 à 2019), environ 5'000 interviews ont été effectuées. Dans un contexte où les données sur les violences sexuelles en situation de conflit sont quasi inexistantes, une base de données aussi riche est une avancée considérable dans la connaissance du sujet. Mais les données étaient restées intactes par manque de ressources pour les analyser.

Dès mon arrivée chez RLP, nous avons commencé par nettoyer les données récoltées durant ces deux dernières années. Il a fallu revoir toute l'organisation des données et prévoir un codage systématique. De plus, nous avons vite observé que le screening tool avait besoin d'un rafraîchissement, que ce soit en termes de formulation de certaines questions et catégories de réponses ou de rajout de sections afin de mieux couvrir les expériences décrites par nos clients. Par exemple, nous avons rajouté tout un module de questions qui visent à savoir si le client a été exploité ou victime de trafic d'êtres humains.

Nous avons travaillé plus d'une année à remodeler le screening tool. Nous nous sommes basés sur les réponses obtenues lors des 5'000 interviews déjà effectuées, nous avons demandé des feedbacks aux chargés de screening du programme « genre et sexualité » et aux interprètes, nous avons eu des discussions avec l'équipe « santé mentale et bien-être psychosocial », etc.

Pour vous donner un exemple concret, nous avons passé une éternité à formuler la question du genre du client. Dans les rapports de projet que nous envoyons aux donneurs, nous devons spécifier combien de clients ont été *screenés* et envoyés à l'hôpital. Dans ces tableaux, il faut préciser le nombre d'hommes, de femmes et autre (avec parfois la dénomination barbare de



« genre non conforme »). Pour cette raison, nous devons demander au client de quel genre il se perçoit. Il y a plusieurs challenges liés à cette question. Dans le contexte de l'Afrique de l'Est, le genre est généralement binaire et la communauté LGBTQ n'est que peu connue et encore moins acceptée. De ce fait, lorsque l'on pose cette question, le client aura tendance soit à ne pas la comprendre, soit à se vexer car la réponse lui semble évidente. En posant cette question, on sous-entend que l'on doit demander le genre du client car basé sur les traits physiques, on hésite entre le fait que la personne que nous avons devant nous est un homme ou une femme. Dans d'autres cas, le client aura tendance à mentionner le fait qu'il est né par exemple homme mais qu'après avoir été pénétré de force, il se dit qu'il a été utilisé comme une femme et n'est donc plus sûr d'être vraiment un homme.

C'est lors de ces intenses discussions que je me rendue d'une compte différence fondamentale d'enseignement entre la Suisse et l'Ouganda. Lors de la formulation d'une question où l'on demande au client s'il a déjà été victime de zoophilie forcée, j'ai compris qu'en Ouganda, le poulet n'est pas considéré comme un animal mais un oiseau. S'en est suivi une discussion rigoureuse sur la classification des êtres vivants qui peuplent notre monde. J'ai fait rire aux éclats toute l'assemblée quand j'ai osé dévoiler qu'à l'école primaire, on m'avait enseigné que, tout comme l'être humain, la grenouille ou le cafard faisaient partie de la grande famille des animaux!

En 2021, j'ai commencé l'année sur les chapeaux de roue en travaillant avec l'équipe informatique pour réviser l'entier du screening tool. En mai, le screening tool était prêt. Nous avons fait quelques séances de présentation du « nouveau » screening tool virtuellement par Zoom. Puis, afin de familiariser les équipes de screening avec le screening tool et de le tester ensemble, nous avons organisé des workshops dans les différents bureaux sur le terrain de RLP.



Les workshops ont eu lieu à Adjumani, Kampala, Kiryandongo et Lamwo (nord et centre du pays).



Pas d'électricité à Lamwo depuis plus de 50 jours. Séchage de cheveux express sur la génératrice du bureau le matin avant de partir pour les screenings.



Déguster une bonne assiette de riz, posho et viande de rat sauvage à Lamwo. Pas si mal mais un peu fort en goût pour moi.

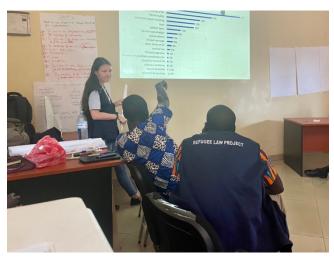


Première fois que je mangeais des termites ou « white ants » (elles sont rôties à la poêle avec de l'huile, du sel et des oignons).





Workshop dans le bureau de RLP au refugee settlement de Maaji. Quels sont les facteurs qui permettent/empêchent les clients de raconter leurs expériences ? Quels sont les obstacles versus les bonnes pratiques ?



Workshop à Kiryandongo. Comment l'analyse des interviews effectuées depuis 2017 informe les bonnes pratiques recommandées lors du screening ?



Workshop à Lamwo. Perspective historique du screening des expériences de guerre chez RLP.



Workshop à Maaji. Comment travailler ensemble en tant que chargés de screening et interprètes ?



Workshop à Kiryandongo. L'importance de l'environnement, de la position, de l'attitude et de la posture pour instaurer la confiance lors du screening.



Workshop à Lamwo. Comprendre les préjudices liés à la guerre dans le contexte de la migration forcée.





Photo de groupe devant le bureau de RLP au refugee settlement de Palabek.



Photo de groupe au bureau de Kiryandongo.



Sortie en ferry à Laropi après avoir terminé la phase test du screening tool dans le refugee settlement de Maaji.



Achat de poissons du Nil et patates douces grillés à Laropi.

Ces workshops étaient très enrichissants. Nous avons pu partager et réfléchir ensemble sur la manière dont se déroulent les séances de screening, discuter des expériences passées et des challenges rencontrés ainsi qu'uniformiser les bonnes pratiques. C'était aussi l'occasion de profiter de l'ambiance en dehors de Kampala où le couvre-feu est moins strict. Le soir, nous avons pu partager quelques brochettes de porc grillé, une bouteille de Nile à la main et s'essayer aux danses endiablées sur fond de sons ougandais.

## Retour après nos vacances en Suisse

Rédigé en août 2021

Après avoir prolongé notre séjour en Suisse pour pouvoir obtenir les deux doses du vaccin contre le Covid-19, nous voilà de retour en Ouganda. Certains de nos collègues ici ont décidé de se faire vacciner, mais beaucoup n'ont pas osé. Selon les médias locaux, plus de 800 doses injectées se sont avérées être des « faux vaccins ». Heureusement, les « faux vaccins » n'étaient pas nocifs pour la santé mais ils ont évidemment accentué les doutes et craintes face au vaccin. De plus, les médias locaux mentionnent le fait que le vaccin AstraZeneca n'a pas été validé dans certains pays occidentaux alors que c'est le seul disponible ici. Finalement, le nombre de doses est très restreint. Les doses disponibles en Ouganda proviennent de dons des pays occidentaux et asiatiques. En général, seules les personnes qui travaillent pour gouvernement ou grande une entreprise/organisation peuvent se faire vacciner. Nous concernant, nous avons eu le privilège et étions bien contents de nous faire vacciner en Suisse plutôt qu'en Ouganda...

Quand nous sommes rentrés en Ouganda, le pays se trouvait en pleine deuxième vague. Kampala était à l'arrêt à la suite de l'instauration d'un strict confinement de 42 jours. Les transports publics et privés étaient suspendus, aucun *boda boda* ne circulait, le couvre-feu était renforcé et commençait à 17h. En ville, la plupart des commerces étaient fermés, laissant la grande majorité des travailleurs sans aucun revenu. Dans



un pays où les assurances sociales sont quasi inexistantes, il nous est parfois difficile de comprendre comment les gens arrivent à s'en sortir.

L'une des conséquences plus ou moins directes de ce deuxième confinement est l'augmentation des grossesses d'adolescentes dans les communautés. D'après la presse locale, à Masaka, ville qui compte plus ou moins le même nombre d'habitants que la ville de Lausanne, plus de 1'000 grossesses de mineures ont été recensées pendant le confinement (terminé début août). Lors des réunions parentales auxquelles Rémi a participé, certains parents ont expliqué que leurs filles avaient commencé à se prostituer pour gagner un peu d'argent permettant ainsi à la famille de survivre. D'autres ont avoué, le cœur lourd, avoir dû céder aux demandes en mariage adressées pour leurs filles afin d'alléger les dépenses du foyer.

Les écoles publiques sont fermées depuis maintenant une année et demie pour cause de pandémie (les écoles internationales ont quant à elles pu rouvrir, allez savoir pourquoi...). Les journaux locaux s'inquiètent du nombre d'enfants qui ne reprendront pas l'école à la reprise en raison de l'appauvrissement de la population engendrée par la crise du coronavirus. Dans un contexte où la moitié de la population ne finissait pas l'école primaire, le problème ne pourra que s'aggraver. Concernant les jeunes mamans, il semble fort probable qu'elles ne retournent jamais sur les bancs d'école.

Sur le plan personnel, nous avons repris le travail depuis la maison dans un premier temps, puis au bureau dès début août. Malgré le confinement, nous étions très contents d'être de retour. Nous avons pu retrouver notre chez-nous et nos habitudes ici. Nous nous réjouissons de pouvoir profiter encore quelques mois de l'ambiance du voisinage ainsi que de nos collègues et de nos amis ici en Ouganda. En effet, notre expérience en Ouganda se passe également en dehors du cadre du travail. Nous trouvons tellement enrichissant

de passer du temps à discuter politique et démocratie autour d'un verre avec nos collègues ougandais, d'en apprendre davantage sur l'Ouganda en écoutant une amie parler de son enfance pendant la guerre dans le nord du pays ou encore de nous remettre en question à la suite d'une remarque de notre voisin syrien qui ne comprend pas pourquoi nous sommes ici alors qu'il n'y a pas de guerre dans notre riche et paisible pays.

Par ailleurs, notre côté épicurien nous a permis de tisser des liens d'amitié avec plusieurs de nos voisins. Aussi souvent que possible, nous partageons spontanément nos repas et chacun se réjouit de faire découvrir aux autres les recettes et spécialités de chez lui. Il nous arrive aussi simplement de boire un african tea (thé noir au lait épicé – voir la recette à la page suivante) ensemble en refaisant le monde et en profitant des derniers rayons de soleil et de la vue depuis notre terrasse qui surplombe Old Kampala.



Août 2020. Douce soirée avec nos voisins sur la terrasse.



1<sup>er</sup> août 2021. Chemise edelweiss, röstis, un bout de gomme ramené de Suisse et Melanie Oesch en musique de fond ;-)



# Recette de l'african tea (pour deux tasses)

Dans une petite casserole, faire chauffer à feu moyen l'équivalent d'une grande tasse d'eau avec 3 gousses de cardamome coupées en deux et une cuillère à soupe de gingembre râpé.

Lorsque le mélange bout, ajouter une tasse de lait entier, 1.5 cuillères à soupe de thé noir et au minimum 2 cuillères à soupe de sucre.

Faire bouillir, retirer la casserole du feu puis porter à nouveau à ébullition; effectuer ce processus au minimum deux fois (attention, cela déborde vite!). Utiliser une louche pour aérer le mélange, c'est-à-dire puiser et reverser le mélange en hauteur à plusieurs reprises.

Selon vos préférences, vous pouvez ajouter un peu de poivre noir ou du clou de girofle en poudre juste avant de servir.

Servir à l'aide de la louche dans les tasses en utilisant une passoire afin de filtrer le thé et les épices.

Encore une fois, werci infiniment de nous lire 🔻

Mercí d'avoir rendu notre séjour en Suisse aussi génial! Vous nous aviez tellement manqué! Nous nous réjouissons déjà de vous retrouver à la fin de l'année!

Mercí pour vos messages, photos, vidéos, courriels, coups de fil et appels Skype qui nous sont précieux !

Mercí pour vos généreux dons!

À bientôt, Alice et Rémi

# Merci pour votre soutien

Eirene Suisse

Tél: +41 22 321 85 56 | e-mail: info@eirenesuisse.ch | site web: www.eirenesuisse.ch | Coordonnées bancaires: Eirene Suisse | Rue du Vermont 17 | 1202 Genève CCP: 23-5046-2 | IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2 | SWIFT/BIC: POFICHBEXXX

Mention : Alice et Rémi / Ouganda